

En RDC, la difficile riposte contre le virus Ebola

 [lemonde.fr/planete/article/2019/07/03/en-rdc-la-difficile-riposte-contre-le-virus-ebola_5484623_3244.html](https://www.lemonde.fr/planete/article/2019/07/03/en-rdc-la-difficile-riposte-contre-le-virus-ebola_5484623_3244.html)

Article réservé aux abonnés



Une proche d'une victime d'Ebola enterrée le 16 mai, à Butembo, au nord-est de la République démocratique du Congo. JOHN WESSELS / AFP

Le commandant Liso ne se cache plus. Il reste néanmoins prudent. Lorsque ce chef de milice descend de sa colline, tapissée de forêt dense, pour s'aventurer en ville, ce n'est jamais seul. Une cinquantaine de ses miliciens, chaussés de bottes en caoutchouc et vêtus d'uniformes disparates, sécurisent le périmètre, plutôt bien armés. D'autres s'infiltrent, en civil, mais ne dupent personne avec leurs yeux rougis par le cannabis et leurs fétiches protecteurs mal dissimulés. Talkie-walkie à la ceinture, polo de marque de contrefaçon, jeans et basket, Jean-Marie Liso, 33 ans, fait son entrée dans un village désolé du Nord-Kivu, à une quarantaine de kilomètres de Butembo. Cette fois, il n'ordonne pas à ses hommes de tirer sur les soldats de l'armée congolaise ou de piller les villageois.

« *La guerre est finie, pour le moment* », assure ce rebelle qui a loué ses services de mercenaire, cette dernière décennie, afin de sécuriser la zone, ou de la déstabiliser, pour le compte du plus offrant. Depuis son évasion de prison permise par une prise de ses miliciens, en novembre 2018, il a défié les forces gouvernementales et les institutions qui ont argué de la présence d'Ebola pour mieux priver cet électorat – acquis à l'opposition – de vote à l'élection présidentielle du 30 décembre 2018.

Cela a été perçu comme une injustice par la population, traumatisée par des massacres de civils commis dans la région depuis cinq ans et par le virus. Celui-ci est suspecté d'être la dernière invention du régime abhorré du président Joseph Kabila pour les tuer,

comme le répètent toujours quelques responsables politiques locaux.

Dixième épidémie de fièvre hémorragique

L'élection de Félix Tshisekedi à la tête de la République démocratique du Congo (RDC) a certes calmé un peu les esprits dans ces collines reculées du nord-est du pays, plus proches de Kampala, la capitale ougandaise, que de Kinshasa. Même Liso, le rebelle, a fini par signer un accord de cessation des hostilités avec l'armée congolaise.

Lire aussi : Le chef de l'OMS appelle à l'union contre Ebola, « l'ennemi public numéro un »
Sa milice au nom pompeux, Union des patriotes pour la libération du Congo (UPLC), n'a pas déposé les armes, loin de là. Dans l'attente que ses centaines de miliciens revendiqués intègrent les forces officielles, Jean-Marie Liso pense avoir trouvé un filon vertueux et, espère-t-il, lucratif.

« On sécurise la lutte contre Ebola. On facilite l'accès d'équipes médicales aux villages les plus reculés et on neutralise des petits groupes armés hostiles, dit le chef de guerre. On le fait bénévolement pour l'instant. Mais j'ai proposé un budget au ministère de la santé pour que mes hommes soient payés. Normal non ? La lutte contre Ebola bénéficie de dizaines de millions de dollars, des centaines de 4 × 4 et tout. » A ses côtés, un colonel de l'armée congolaise, avec qui il collabore pleinement, et ses miliciens enivrés de liqueurs frelatées acquiescent.

A Butembo, petite cité grouillante et commerçante d'un peu plus de 1 million d'habitants, adossée à l'Ouganda, des équipes médicales du monde entier s'épuisent à combattre Ebola – et la vive réticence de certaines communautés qui appellent parfois au meurtre des médecins, attaquent les centres de santé, empêchent les vaccinations, cachent leurs malades et refusent les enterrements sécurisés.

Officiellement déclarée le 1^{er} août 2018, cette dixième épidémie de fièvre hémorragique que connaît la RDC depuis l'apparition du virus sur son sol, en 1976, a déjà tué plus de 1 400 habitants au Nord-Kivu et dans la province voisine de l'Ituri, où près de 300 000 personnes ont fui le regain de violences communautaires. Un déplacement forcé de population qui s'ajoute aux mouvements incessants de part et d'autre de la frontière poreuse avec l'Ouganda, traversée près de 100 000 fois par mois, selon l'Organisation internationale pour les migrations. Toute la région des Grands Lacs se tient en « alerte » depuis que deux malades d'Ebola sont morts en Ouganda, début juin.



Un membre de la famille d'une victime du virus Ebola, lors de l'inhumation de celle-ci, à Butembo (République Démocratique du Congo), le 16 mai. JOHN WESSELS / AFP

Un contexte politique et sécuritaire détérioré

Cette épidémie, la deuxième la plus grave dans l'histoire de la maladie, après les quelque 11 000 morts en Afrique de l'Ouest, en 2014, est peut-être la plus complexe, tant elle se déroule dans un contexte politique et sécuritaire détérioré.

« J'ai reçu beaucoup de menaces de mort de groupes armés. Des politiciens ont jeté de l'huile sur le feu en disant que l'Eglise était corrompue, car elle soutenait la lutte contre Ebola, soupire l'abbé Aurélien Rukwata, directeur de la commission justice et paix du diocèse de Butembo. De l'autre côté, la "riposte" [le dispositif de lutte contre Ebola mis en place par le ministère de la santé congolais et l'Organisation mondiale de la santé] a péché par une approche de haut en bas, a négligé les structures de santé locales et les relais communautaires. Et puis, certains agents ont manqué de pudeur et exhibé leur argent en ville. Ce qui a renforcé l'idée qu'Ebola était un business et que certains avaient intérêt à ce que ça dure. Les groupes armés veulent en profiter. »

Lire aussi : [L'OMS va-t-elle déclarer l'urgence sanitaire mondiale ?](#)

Même au pire moment de la deuxième guerre du Congo (1998-2003), Butembo n'a jamais été confrontée à la présence massive d'humanitaires. Il a fallu Ebola pour que Kinshasa et la communauté internationale se soucient de son sort. Pour les habitants, qui vivent majoritairement avec moins de 2 dollars (1,8 euro) par jour, le défilé de 4 x 4

loués 100 dollars la journée, avec à bord des médecins venus de Kinshasa ou d'ailleurs, pour certains rémunérés 300 dollars par jour, a de quoi intriguer. Tout le monde connaît les prix et peut dire quelle organisation paie le mieux.

Pourtant, la riposte contre Ebola, menée par le gouvernement congolais et l'Organisation mondiale de la santé (OMS), se débat avec un budget jugé insuffisant de 148 millions de dollars (131 millions d'euros) sur la période de février à fin juillet. « *Le plus gros écart entre les fonds dépensés et les montants disponibles concerne l'OMS : 40 millions de dollars* », souligne un rapport interne de la Banque mondiale, qui apporte son soutien financier et son expertise en matière de gestion des fonds.

« *Le plan stratégique de réponse n'a pas été bien financé, et on a dû puiser dans le fonds de réserve pour les situations d'urgence* », nuance Ibrahima Socé Fall, directeur général adjoint chargé des interventions d'urgence de l'OMS, qui n'a reçu des bailleurs que moins de la moitié du budget sollicité de 98 millions de dollars. Certains agents n'ont pas reçu leur salaire depuis deux mois et des entreprises locales de sous-traitance peinent à se faire payer.



Le directeur général de l'OMS arrive à Butembo pour une opération visant à prévenir la propagation d'Ebola, dans l'est du Congo, le 15 juin. AL-HADJI KUDRA MALIRO / AP

« Sécurité pour tous, pas seulement pour les victimes d'Ebola »

En première ligne sur le terrain, l'agence onusienne n'est pas parvenue à enrayer l'épidémie dans un tel contexte politico-sécuritaire. La riposte s'est résolue à rémunérer les services de la police et de l'armée pour escorter ses équipes. Un choix très controversé que de militariser et, de facto, politiser les opérations médicales, ce qui a accentué la résistance de certaines communautés.

Car, ici, les forces armées congolaises sont considérées par une partie de la population et par certains experts comme un groupe armé à part entière, responsable de crimes de sang et de trafics documentés par les Nations unies (ONU). Des pick-up remplis de soldats, pour certains acteurs de la violence dans la région, voire complices de « *massacreurs* » de civils, stationnent dans l'enceinte du quartier général de la riposte, installé dans une auberge surplombant la ville. Plus pour très longtemps, assure David Gressly, fraîchement nommé coordinateur de l'ONU pour la réponse d'urgence à Ebola. « *On va se séparer de ces escortes qui renforcent l'idée que la riposte vient de l'Etat. Il nous faut garantir une meilleure sécurité pour tous, et non pas seulement pour les victimes d'Ebola, comme c'est le cas*, explique ce fin connaisseur de la RDC, où il est représentant spécial adjoint du secrétaire général de l'ONU Antonio Guterres. *Il nous faut miser sur une approche locale sans pour autant tomber dans le piège de recourir aux services proposés par des groupes armés.* »

Au sein des équipes dépêchées de Kinshasa par le ministère de la santé, certains recourent pourtant à des intermédiaires locaux pour négocier la protection de groupes armés et les accès à des communautés reculées ou hostiles.

L'ancien coordinateur de la lutte contre Ebola à Butembo, le docteur Jean-Christophe Shako, s'est, lui, aventuré à la rencontre de miliciens, et s'interroge sur une éventuelle forme d'intégration à la riposte, dans un texte écrit à la première personne paru en février dans *The New Humanitarian*.

Aujourd'hui, les délicates tractations avec les chefs de groupes armés restent informelles et tabou. Certains facilitateurs se sont fait tuer, déplorent les membres de la société civile de Butembo, toujours pas associés à la coordination de la lutte contre Ebola.

« *On limite et on évite le paiement d'argent. Mais parfois on n'a pas le choix. Si on veut éradiquer Ebola, il nous faut nous adapter aux réalités du terrain* », confie sous couvert d'anonymat un cadre de la riposte. Un risque d'engrenage dangereux. Il y a une kyrielle de « Liso » dans les collines ceinturant Butembo, des chefs de guerre brutaux et vénaux qui jettent leur dévolu sur la riposte Ebola comme ils le feraient sur une mine d'or, de coltan ou autres. Pour ces rebelles sans cause, c'est une opportunité, un business. S'ils ne sont pas financièrement satisfaits, les entrepreneurs de la violence n'hésiteront pas à nuire, à attaquer, à tuer. Ils l'ont déjà fait.

« Un montage pour nous tuer et prendre nos terres »

Le 19 avril, l'épidémiologiste camerounais de l'OMS Richard Mouzoko Kibound est assassiné au beau milieu d'une réunion. Le lendemain, des tracts menaçant d'« *exterminer* » tout agent et soutien de la riposte sont distillés dans Butembo. Ils sont signés UPLC, le groupe du commandant Liso. Une manipulation, assure-t-il. « *Ce tract visait à brouiller les pistes, or on sait désormais qui est derrière ce meurtre* », se défend Liso, qui a été interrogé mais pas inquiété.

A l'auditorat militaire chargé de l'enquête, on confirme l'arrestation des responsables de cet assassinat, dont un ancien milicien de Liso qui a fondé son propre groupe armé et est passé aux aveux. Quant au tueur présumé, un certain « Pablo », il a un temps été le chauffeur de Jonas Kabuyaya, un cadre local de l'Agence nationale de renseignement (ANR). Et des suspects interpellés œuvraient, selon des enquêteurs, au sein même de la coordination de la lutte contre Ebola, ce qui n'exclut donc pas la piste de la complicité interne.

Ce drame, de même que les investigations toujours en cours, cristallise les complexités des dynamiques locales et des intérêts inavouables d'acteurs officiels ou illégaux, qui se greffent sur cette riposte, dangereusement interrompue plusieurs jours durant par les attaques.

Lire aussi [En RDC, comment Ebola est devenu une maladie politique](#)

Ebola tue et dérégule le fragile équilibre socio-économique local, et bouleverse les coutumes. Inacceptable pour le vieux Kasereka, qui ne veut toujours pas y croire. Têtu comme un chef traditionnel qui voit son autorité malmenée par la riposte, il campe sur sa position. « *Ebola, c'est un mensonge fabriqué pour profiter de l'argent international. C'est un montage pour nous tuer et prendre nos terres* », assure le notable de Katwa. Cette commune populaire de Butembo est devenue un foyer de la fièvre hémorragique qui a tué plus de 400 habitants.

« Dans leurs centres de soins, ils injectent le virus »

Son visage ridé se crispe à l'évocation de la riposte. Insensible au récit des violentes attaques répétées contre des centres de traitement d'Ebola sur son territoire, il dit se méfier de ces étrangers qui vaccinent les vivants et arrachent les morts sans se soucier des esprits, bien que la riposte offre les cercueils – soit 25 dollars pour un enfant, le double pour un adulte.

En échange, elle exige des enterrements sécurisés, laissant peu de place au sacré, et la surveillance de plus de 15 000 personnes qui ont été en contact avec des malades d'Ebola.

« *Dans leurs centres de soins, ils injectent le virus* », veut croire Kasereka, en se redressant sur le fauteuil en plastique du bar où il tient salon, écoute et tente de résoudre les malheurs de sa communauté tout en sirotant des bières.

Il jette un regard condescendant sur l'un de ses sujets désobéissants, Armstrong, 38 ans, « *un profiteur* ». Cet artiste s'amuse à le provoquer en défiant l'absence de courant, donc de lumière et de musique dans l'établissement. Avec son téléphone portable, il fait retentir une chanson de sensibilisation à la lutte contre Ebola qu'il a composée ; on peut l'entendre sur certaines radios locales. « *C'est le danger qui guette/On est sur la pente glissante/Nous sommes à la période de la récolte des morts.* » Pas vraiment un tube à Butembo où le périmètre du cimetière, à flanc de colline, ne cesse de s'étendre.

[Joan Tilouine \(Butembo \(République démocratique du Congo\), envoyé spécial\)](#)

Édition du jour

Daté du mercredi 9 octobre

[Lire le journal numérique Les éditions précédentes](#)

[Les plus lus](#)



[Services](#)
